

UE : nouveaux dirigeants, anciens problèmes

Sur la situation de l'UE au moment de l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne

1. Lors de la campagne électorale pour le Parlement Européen en mai dernier, les partis établis et les grands médias ont réussi à donner l'impression qu'après une décennie de multiples crises les choses iraient mieux. Le taux de participation a augmenté et le grand journal Frankfurter Allgemeine Zeitung s'est réjoui de constater : « *Les alarmes exacerbées et la dramatisation historique de la campagne électorale - mot-clé "vote déterminant pour notre destin" - ont peut-être semblé à certains être exagérées. Mais cela a eu l'effet escompté.* »

2. Cependant, la désillusion vint vite. Le modèle « tête de liste », précédemment vanté comme preuve que l'UE pourrait être démocratisée, a été aboli d'un trait de plume, et la présidence de la Commission a été décidée par Macron et Merkel selon l'ancienne méthode. A été confirmé ce que Macron lui-même avait déclaré en 2017 : « *Ceux qui dirigeaient l'Europe ... ont cherché des accommodements à côté du peuple comme pour continuer une méthode qui pendant des décennies avait si bien réussi, celle de faire l'Europe un peu à part et d'expliquer ensuite.* »¹

3. Les conservateurs et les sociaux-démocrates n'ayant plus la majorité au parlement, les décisions deviendront plus difficiles. En conséquence, le Parlement – en termes de pouvoir déjà le maillon le plus faible des institutions de l'UE - perdra de l'importance politique, comme le montre la décision sur la présidence de la Commission.

4. De plus en plus de gens ont compris que les élections européennes ne répondent même pas aux normes démocratiques minimales :

- elles étaient libres et secrètes, mais pas égalitaires. Si par exemple en Allemagne, on voulait voter pour la plate-forme de la gauche avec *La France Insoumise*, *PODEMOS* et les partis de gauche nordiques, on n'a pas pu le faire, car les élections ont été tenues d'après les règles nationales;
- il en va de même pour le seuil électoral. Alors qu'en Allemagne, un demi point de pourcentage était suffisant pour obtenir un siège, le seuil de cinq pourcents s'appliquait dans d'autres pays;
- le principe *une personne - une voix* ne s'applique pas. Dans les pays les plus peuplés, il faut pour un siège au Parlement Européen dix fois plus de voix qu'à Malte.

5. Ces déficits démocratiques sont à rajouter aux problèmes démocratiques structurels :

- l'absence des fonctions les plus importantes d'un parlement : l'initiative législative et la souveraineté budgétaire ,
- il n'y a pas de séparation des pouvoirs dans l'UE ,
- les décisions importantes suivent les *mécanismes de domination cachés* (Bourdieu), c'est-à-dire une hiérarchie informelle avec la France et l'Allemagne en tête.

Mais même si ces problèmes étaient résolus, le constitutionnalisme néo-libéral subsisterait, c'est-à-dire la quasi-constitutionnalisation du néo-libéralisme dans les Traités et sa mise en œuvre dans le marché intérieur, privilégiant les intérêts du capital. Les privilèges structureux et juridiques du capital sont bien illustrés dans les traités de libre-échange. Le droit démocratique pour les États et les municipalités de décider sur leurs affaires est systématiquement limité en faveur des profits des investisseurs. Une alternative fondamentale aux politiques économiques et sociales ne peut être obtenue qu'en modifiant les traités à l'unanimité. Une illusion, du moins tant qu'on obéit aux Traités.

6. Avec Ursula von der Leyen, une personne a été élue à la tête de la Commission, dont la priorité absolue est de promouvoir la militarisation et de faire de l'UE une grande puissance dans l'ordre mondial multipolaire émergent et face aux conflits avec les États-Unis. Elle qualifie donc sa nouvelle Commission de *commission géopolitique*. Afin de satisfaire le désir de grandeur et de puissance, un nouveau département a même été créé. Cependant, les tentatives de parvenir à « *la souveraineté stratégique* » (Macron) se heurtent à une résistance massive. Non seulement les États-Unis, mais aussi la Pologne et les pays baltes préfèrent s'en remettre à une OTAN en état de « *mort cérébrale* » (Macron) plutôt qu'aux propres capacités militaires de l'UE.

¹ <http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-la-pnyx-athenes-le-jeudi-7-septembre-201/>

7. Si les sondages pour les élections en Grande-Bretagne sont corrects, le pays quittera l'UE le 31 janvier 2020. Le Brexit ne signifie pas simplement qu'un pays membre parmi 28 partira. Le Royaume Uni est la deuxième économie de l'UE et la cinquième du monde. En termes économiques, cela signifie autant que si les 18 économies en fin de classement sortaient. C'est aussi une puissance nucléaire, ce qui confère malheureusement toujours un statut spécial dans le système international, et un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais le plus grand défi pour Bruxelles pourrait être à venir. Si le Royaume-Uni ne connaît pas le déclin annoncé après le Brexit, cela montrerait aux pays tentés d'en faire autant : on peut bien réussir sans l'UE.

8. Une autre priorité de la nouvelle Commission est la construction de la « Forteresse Europe. » En l'absence de consensus en matière de politique humaine sur la migration, la seule chose qui puisse encore être convenue est le renforcement des frontières extérieures. Le Département des Migrations s'appelle désormais « *Promotion de notre mode de vie européen* » - une formule qui indique un glissement net vers la droite en matière de fuite et migration. Le terme *mode de vie européen* signale la tentative de former une identité euro-nationaliste par le haut.

9. Une autre priorité de Mme von der Leyen est un *Green Deal*. Cela sonne bien. Mais compte tenu de l'hétérogénéité des intérêts entre la Pologne avec sa houille, la dépendance de la France de ses centrales nucléaires, le *tournant énergétique* en Allemagne, largement laissé à l'anarchie des marchés, et les conflits sur le gaz russe, des changements substantiels sont encore moins probables qu'avec le programme sur le climat décidé récemment en Allemagne.

10. Le débat sur le cadre budgétaire 2021-2027 montre également que la politique climatique n'a aucune chance à la hauteur des défis. Jusqu'à présent, chaque pays a contribué avec 1% de son PIB au financement de l'UE (NB : l'objectif militaire de l'OTAN est de 2% !). Comme la contribution britannique doit être compensée, les contributions de tous augmenteront. A cela il faut rajouter les fonds supplémentaires pour le financement de la militarisation (PESCO), soit environ 13 milliards d'euros pour ce que l'on appelle *le fonds de défense*. Ainsi, le budget 2020 reste en deçà de l'objectif de consacrer 20 % à la politique climatique, tel que l'avait recommandé le Parlement. Il y a plus de populisme dans ce *Green Deal* que de sérieux contre le changement climatique.

11. Rien n'est dit sur les effets centrifuges de l'euro, l'un des problèmes structurels les plus importants de l'UE : La tentative de Macron de stabiliser la zone euro a été diluée au point de ne plus être reconnue. Il voulait « plusieurs pourcents du PIB » – donc au moins 2%. Cela représenterait 231 milliards par an. *L'instrument budgétaire de convergence et de compétitivité* désormais adopté prévoit 17 milliards - sur 7 ans, soit 2,4 milliards par an, soit 0,002% du PIB.

12. L'UE reste une construction précaire qui ne dispose pas des instruments politiques, économiques, financiers et juridiques pour résoudre les crises cruciales de notre époque. La crise permanente, se débrouiller tant bien que mal et l'érosion continuelle vont donc se poursuivre avec Mme von der Leyen.

13. L'un des principaux défis pour une politique émancipatrice est de s'opposer à la militarisation et à la politique de grande puissance. Surtout du point de vue des pays du Sud, la militarisation et le comportement de grande puissance représentent la continuation de 500 ans de colonialisme et d'impérialisme. En même temps, ces politiques absorbent les ressources politiques, financières et intellectuelles nécessaires pour résoudre les problèmes environnementaux et pour éradiquer la pauvreté. En aucun cas une politique émancipatrice ne doit prendre parti dans la controverse entre d'une part l'OTAN/USA, d'autre part l'indépendance militaire de l'UE. Il faut lutter, au-delà de la peste et du choléra, pour un ordre mondial démocratique, pour la coopération internationale, la détente, la résolution politique des conflits, la paix et le désarmement, y compris pour un ordre de paix pan-européen, de Lisbonne à Vladivostok.

En outre, il est nécessaire de mener des campagnes contre le néo-libéralisme dans les politiques économiques, commerciales, financières et sociales et contre le démantèlement de la démocratie.

Enfin, le débat sur les questions fondamentales concernant l'avenir de l'UE et des alternatives émancipatrices doit se poursuivre.